

Communiqué de presse

Relations avec l'UE: la Suisse doit se positionner rapidement

Berne, le 15 décembre 2021 - **Instabilité juridique, détérioration des relations, érosion de l'accès au marché... Les conséquences de la décision du Conseil fédéral de ne pas signer l'accord-cadre entre la Suisse et l'Union européenne (UE) sont inquiétantes à plus d'un titre. Les milieux économiques s'alarment de la situation et appellent à remettre en urgence ce dossier au centre des priorités.**

Pour faire entendre leurs craintes et celles de leurs entreprises membres, la Fédération des Entreprises Romandes Genève (FER Genève) et le Groupement des Entreprises Multinationales (GEM), soutenus dans leur démarche par l'Union patronale suisse (UPS), ont mandaté une étude qui propose un bilan de la voie bilatérale et analyse les implications de l'échec des négociations. L'étude rappelle que les accords bilatéraux ont permis à l'Union européenne et à la Suisse de régler de manière efficace différents domaines. Toutefois, tels qu'ils sont conçus et en vigueur aujourd'hui, ils ne peuvent plus garantir des relations stables et une certaine sécurité juridique pour la Suisse.

Un statu quo sans avenir

Pour la Professeure Astrid Epiney, autrice de l'étude, «l'arrêt des négociations a et aura des effets réellement ou potentiellement nuisibles. (...) Les effets économiques sont difficiles à chiffrer (...) mais il faut s'attendre à des répercussions directes et indirectes considérables.» Les accords bilatéraux existants ne peuvent en principe plus être actualisés. L'UE se montre extrêmement réticente à la conclusion de nouveaux accords, notamment d'accès au marché. Il est à craindre qu'elle refuse à la Suisse l'équivalence pour de nombreux produits ou services, avec des implications considérables pour les acteurs économiques. L'incertitude et l'insécurité juridique quant au développement des relations avec l'Union européenne risquent de porter atteinte à la situation économique.

L'économie est inquiète

Cette réalité alarme les PME innovantes et les start-up qui bénéficiaient des financements liés aux programmes cadre de recherche de l'UE. Elle alarme les entreprises multinationales dont les activités basées en Suisse se retrouvent en concurrence avec d'autres sites au sein même de leurs structures et confrontées à une instabilité juridique et un manque de perspective difficilement soutenables. Cette même réalité alarme les organisations économiques qui se mobilisent pour s'assurer que le dossier européen soit au centre des préoccupations des acteurs politiques.

Ivan Slatkine, président de la FER Genève, et Olivier Straub, vice-président du GEM sont unanimes: «Le blocage actuel ne doit pas durer. Les entreprises suisses, qui doivent déjà faire face à une situation difficile en raison de la crise sanitaire, font désormais face à de nouveaux obstacles qui les pénalisent fortement du fait de la rupture des négociations. N'aggravons pas leur situation, reprenons sans attendre les négociations.» A titre d'illustration, la rupture des négociations va conduire à ce que 26% des dispositifs médicaux importés aujourd'hui ne puissent plus être autorisés en Suisse, diminuant considérablement la qualité des soins, alors même que les besoins sont élevés en cette période pandémique.

Deux acteurs, six scénarii

S'il appartient au Conseil fédéral de proposer la sortie de crise, les scénarii potentiels sont toutefois esquissés. Ils sont peu nombreux, plus ou moins réalistes au plan politique et ne répondent pas tous aux besoins des entreprises suisses. La Professeure Epiney met en exergue celui qui combine négociation d'un accord-cadre avec un ou plusieurs nouveaux accords sectoriels. Une option dans l'intérêt de la Suisse, restant réservée la réaction de l'UE.

La **Fédération des Entreprises Romandes Genève (FER Genève)** est une organisation patronale et économique faîtière, créée en 1928. Elle soutient les intérêts de plus de 80 associations professionnelles et de 28'000 entreprises membres, dont 9000 indépendants, tant sur le plan politique qu'économique. Ses adhérents sont représentatifs de tous les secteurs économiques (artisanat, industrie, services, entreprises multinationales, finance, etc.).

Le **Groupement des Entreprises Multinationales (GEM)** vise à promouvoir et à défendre les intérêts communs de ses membres auprès des autorités et du public. Avec plus de 95 membres, entreprises multinationales d'origine suisse et étrangère de toutes tailles dont le siège est situé en Suisse romande, le GEM représente près de 35'000 emplois dans cette région.

Contacts :

Ivan Slatkine – président de la FER Genève – 079 301 40 84 – ivan.slatkine@fer-dg.ch
Stéphanie Ruegsegger – directrice politique générale de la FER Genève - 079 203 20 43 – stephanie.ruegsegger@fer-ge.ch

Olivier Straub – vice-président du GEM – 058 715 32 99 – presse@gemonline.ch
Arnaud Bürgin – secrétaire général du GEM – 079 910 98 45 – presse@gemonline.ch

Professeure Astrid Epiney – rectrice de l'Université de Fribourg et directrice de l'Institut de droit européen – 079 214 20 00 – astrid.epiney@unifr.ch